

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/2 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.2.63393

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

politik nicht erfassen. Wenngleich Black zudem Erklärungsversuche zurückweist, die sich an systemtheoretischer Modellbildung orientieren, so beschreibt er gleichwohl in den ersten Kapiteln jene Strukturen, deren Existenz überhaupt erlauben, von einem Staatensystem zu sprechen. Bilden für ihn allein die Staaten und deren Beziehungen das System (S. 5), so muß diese Definition dahingehend ergänzt werden, daß ohne spezifische Regeln und Mechanismen, die sich während der Frühen Neuzeit herausbildeten, diese Beziehungen nicht funktionieren konnten. Es ist verwunderlich, daß Black so sehr das mit »System« verbundene Analysepotential ablehnt, beschreibt er doch gerade diese Mechanik des Staatensystems, indem er die »Leitkategorien« (Heinz Schilling) Dynastie, Konfession, Staatsräson/Interesse und Tradition aufzählt, auf die frühneuzeitliche Diplomatie eingeht und nicht vergißt, auf die Interdependenzen zwischen Krieg, Staatsbildung und internationalem System hinzuweisen. Durch seine Argumentation wird daher der Blick auf die systemischen Aspekte einzelner Ereignisse verstellt. So relativiert Black die Bedeutung des Westfälischen Friedens stark – durch ihn sei kein »Westphalian System« entstanden (S. 73–74). Dies ist durchaus zutreffend, doch darf darüber nicht vergessen werden, daß die Verträge von Münster und Osnabrück Maßstäbe gesetzt haben. Der Friede von 1648 beschloß die Formierungsphase des europäischen Staatensystems der Frühen Neuzeit, er begründete eine Verfassungsordnung des Alten Reiches, die vielleicht nicht »modern« war, jedoch in ihren Grundlinien Bestand hatte bis in die Revolutionsepoche. Auch wenn er schon bald in vielen seiner Bestimmungen modifiziert wurde, blieb er dennoch die Referenz des frühneuzeitlichen Völkerrechts und der europäischen Diplomatie. Insbesondere die französische Außenpolitik bezog sich bis zur Französischen Revolution und zum Teil darüber hinaus immer wieder auf das Vertragswerk von 1648, sei es, indem die Verträge zur Durchsetzung hegemonialer Ansprüche instrumentalisiert wurden oder sei es, daß der Garantenstatus die französische Intervention von 1756 im Reich legitimierte.

Black's Überblick über 250 Jahre Außenpolitik zwischen 1648 und 1815 ist zwangsläufig an manchen Stellen stark verkürzend, es sei jedoch angemerkt, daß er sich auf dem neuesten Stand der Forschung bewegt und sich zum Teil auf archivalische Quellen stützt.

Hervorzuheben ist zudem, daß er gerade von der deutschen Forschung eher weniger beachtete Bereiche der frühneuzeitlichen Internationalen Beziehungen berücksichtigt, etwa die Rolle der italienischen Staaten und Osteuropas sowie den langsamen Eintritt außereuropäischer Akteure in das Staatensystem anspricht. Nicht gerechtfertigt scheint dem Rezensenten jedoch die weitgehende Nichtbeachtung des Völkerrechts, denn das frühneuzeitliche Völkerrecht, dessen Formationsphase in Hugo Grotius' »De jure belli ac pacis« (1625) einen Abschluß fand (von Black nicht erwähnt), stellte die für das Funktionieren des Staatensystems notwendigen »Spielregeln« bereit. Auch wenn die Beschäftigung mit dem Völkerrecht vor allem eine Diskussion unter den Gelehrten war, so fand sie dennoch nicht ohne Rückbezug zur Tagespolitik statt. Gerade das Gesandtenwesen kam ohne die allgemeine Anerkennung bestimmter Rechtsprinzipien (Immunität), wie sie etwa Grotius definiert hatte, nicht aus. Daß Black's konzeptionelle Überlegungen zu kritischen Bemerkungen und zur Diskussion einladen, ändert nichts daran, daß hier eine empfehlenswerte Einführung in die Thematik vorliegt.

Sven EXTERNBRINK, Wetter

Heinz DUCHHARDT, *Europa am Vorabend der Moderne 1650–1800*, Stuttgart (Ulmer) 2003, 464 p. (Handbuch der Geschichte Europas, 6, UTB 2338).

Rien n'est plus délicat que de rendre compte d'un manuel d'histoire. L'auteur sait par avance que ses choix seront incriminés, le recenseur sait tout autant qu'il lui sera reproché d'avoir un parti-pris particulier. La meilleure méthode est sans doute de faire quelques

sondages sur des points considérés comme essentiels. Quels sont ces points? Il faut savoir s'il y a équation entre le niveau d'écriture ou le niveau des connaissances présenté, et le public visé. Pour un manuel d'histoire de l'Europe la critique interrogera la valeur de synthèse, le survol général, le respect des hiérarchies de causes et de volumes, une attention suffisante pour les joueurs de petite échelle sur l'échiquier européen, et un regard particulier pour l'Europe hors de l'Europe, c'est-à-dire l'expansion européenne, l'europanisation du monde et réciproquement l'influence des autres continents sur l'Europe. Le lecteur attend de toutes façons une discussion des débats essentiels parmi les historiens. Enfin, toute compréhension de l'Europe nécessite un cadre chronologique solide, des cartes parlantes, des index, une bibliographie large et en même temps précise, qui reflète non seulement les choix de l'auteur mais plutôt l'état des connaissances et qui permette au lecteur d'approfondir les questions qui se posent ou les discussions en cours. L'on ne peut pas tout dire dans un manuel, il faut faire des choix qui sont toujours discutables, mais il ne faut pas qu'il y ait des biais voyants ou des lacunes criantes.

Il faut reconnaître que cet ouvrage répond bien à l'essentiel de ces questions, et qu'il tient donc ses promesses. Le titre suggère d'emblée une approche «réaliste», et une perspective évolutionniste: l'Europe à la veille de la modernité. Ce parti-pris répond à la finalité de la série de manuels dont ce livre est le sixième volume. Il s'agit, dans les termes du maître d'œuvre de la série, Peter Blickle, de faciliter aux lecteurs «une approche critique de l'Europe en identifiant les continuités et ruptures historiques, et de servir ainsi l'intégration européenne» (p. 9). La facture de l'ouvrage de Duchhardt correspond parfaitement à la visée de la collection, et tout autant à ce qu'un lecteur avisé est en droit d'en attendre: un exposé riche mais clair, qui privilégie les grandes lignes sans oublier l'exemple saillant ou les inévitables grands hommes (et l'occasionnelle grande dame). Ce n'est point une approche symboliste ou narrative que l'on trouvera ici. L'image de l'Europe y est subordonnée à l'expérience concrète de leur continent par les Européens, comme le montre le passage consacré au discours sur l'Europe et l'*Europa-Mythos* (p. 34–37). Significativement, l'index ne comporte pas d'articles «Identität», «Gedächtnis», ou «Erinnerungsort» (lieu de mémoire).

Après quelques chapitres introductifs qui mettent rapidement en place le cadre matériel et temporel, les structures de la conscience «européenne» et les caractéristiques communes du paysage humain pan-européen, la deuxième partie du livre présente une série de quinze chapitres qui dans cinq à vingt pages chacun documentent le sort des différents États, dans un effort comparatiste et dans un ordre qui fait figure de programme: d'abord les grandes puissances atlantiques France et Grande-Bretagne, avec les Provinces-Unies comme bon tiers, puis le centre du continent (l'Empire, Habsbourg, la Prusse), ensuite un tour complet des pays extérieurs à ce noyau, du Danemark et de la Suède, en passant par la Pologne, la Russie et l'Empire ottoman, pour arriver à la Suisse et le pourtour méditerranéen et ibérique (États italiens, Espagne et Portugal). Chaque présentation «nationale» (les guillemets sont de Duchhardt, et ce à juste titre) survole rapidement les caractéristiques du régime politique intérieur, l'évolution de la place du pays sur l'échiquier européen, parfois quelques notions d'économie ou de culture, enfin un examen de l'essor de la conscience «nationale», de l'image du pays à l'intérieur de l'Europe, et de son importance pour l'ensemble de l'Europe au point d'arrivée, les années-charnière de la fin du XVIII^e siècle.

Dans les deux grandes parties de l'ouvrage, l'Europe domine donc nettement, d'abord en tant qu'objet de présentation, ensuite en tant que point de référence. L'ordre adopté pour la présentation des pays semble assez logique, mais tout comme l'agencement interne des chapitres «nationaux», il trahit aussi le parti-pris général de la collection. Disons que les continuités et les structures dominent la présentation. Les institutions (l'État, le prince, la cour, l'administration) constituent en quelque sorte le socle de la démonstration, suivies en second lieu par les relations internationales, puis en troisième lieu seulement par les aspects sociaux et économiques, enfin par la culture et la religion. C'est donc une Europe des États qui est

présentée ici, basée sur les rapports entre les institutions politiques, non pas une Europe d'hommes, ou une Europe migrante, basée sur des flux d'hommes, de produits, d'échanges des idées, valeurs, arts et sciences. Bien sûr, ces aspects ne manquent point – bien au contraire, la mobilité est d'emblée présentée comme un instrument pour «sentir» le continent (p. 28–32), et on trouve un beau chapitre sur la genèse de l'espace public, de l'*européité* des Lumières et des échanges scientifiques. Mais ils ne sont finalement pas pris comme facteur déterminant dans le schéma explicatif.

Ces deux grandes parties, qui occupent l'essentiel du volume, sont suivies par une troisième, beaucoup plus courte mais néanmoins d'un grand intérêt potentiel pour le chercheur. Suite à un exposé de l'état des sources imprimées, il s'agit d'une dizaine de paragraphes résumant l'état de la question dans quelques problématiques centrales: quels sont les manuels qui traitent de la période et les principaux concepts mis en avant (absolutisme, crise, *Sozialdisziplinierung*)? L'on ne saurait répondre en deux ou trois pages à des questions autant débattues. Le paragraphe sur l'approche intellectuelle (en fait l'histoire des concepts) demeure trop rapide et trop allemand, celui qui recense la recherche sur les stéréotypes satisfait davantage. Les rapports sociaux, l'histoire de la criminalité et de la chasse aux sorcières (qui se joua cependant pour l'essentiel avant cette période), l'histoire des institutions, celle des rapports internationaux, la nouvelle histoire culturelle, les historiographies nationales – ce sont autant de thèmes très brièvement abordés, assez inégalement traités, parfois très sommairement documentés, et somme toute peu satisfaisants. J'aurais pour ma part préféré un développement moins rapide et plus circonstancié de ces grands thèmes, en y joignant d'autres, comme le terrain fertile des recherches actuelles sur l'ordre et l'espace publics – pourquoi ignorer Habermas? – et la genèse d'une société de communication, la proto-industrialisation, la naissance du regard ethnologique à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe, la genèse du sentiment national, l'internationalisation du monde financier, la Révolution atlantique, les rapports changeants entre homme et femme, entre le public et le privé, entre l'individu et la collectivité, entre les Églises et les masses, pour ne nommer que ceux-là. Il faut maintenant recourir à l'index pour trouver des renseignements éparpillés sur ces thèmes qui, sans être absents, ne sont pas toujours reconnus comme fondamentaux pour la compréhension de la période et de la spécificité de l'Europe.

Les 16 cartes et 3 tableaux, souvent repris d'ouvrages existants, sont fonctionnels mais n'illustrent parfois qu'assez imparfaitement les problématiques abordées. Certains semblent dus au hasard de lectures ou au caractère spectaculaire de certaines données. La cartographie apparaît ici comme une donnée surajoutée à un texte préétabli. La bibliographie, très abondante (p. 394–429), permet d'approfondir aussi bien les grands domaines de l'histoire et les thèmes importants que l'histoire des pays particuliers. Elle me semble globalement valable, en dépit de quelques choix discutables dus sans doute à des renseignements de seconde main, et d'une surreprésentation bien compréhensible de la littérature en langue allemande. L'index des personnes, lieux et matières, en revanche, est un modèle du genre. Il permet de trouver très rapidement ce dont on cherche – et, bien sûr, tout autant de constater quelques lacunes. Qu'il suffise de donner ici, à peu près dans l'ordre de fréquence décroissant, les matières les plus citées dans l'index: guerres entre États, armées, presse et publications, confessions et confessionnalisation, droit, système des États, administration étatique, noblesse, paysannerie, ordres sociaux, commerce, Révolution française, fiscalité, guerres civiles, démographie, dynasties, bourgeoisie, économie, colonies, ordre social, Église et État, langues, universités, écoles.

La table chronologique (p. 430–436), qui couvre les années allant de la Paix de Westphalie (1648) au couronnement de Napoléon I^{er} (1804), permet de repérer quelques lacunes. C'est dans de telles listes que l'auteur pose les jalons de son raisonnement, ou du moins de la structure de son livre. Le hasard a voulu que juste avant de recevoir ce volume pour en rendre compte, j'établisse moi-même une chronologie sommaire pour un livre traitant du

XVII^e siècle. En comparant les choix de l'auteur avec les miens, je constate un très grand accord sur l'essentiel des événements politiques, mais aussi, chez Duchhardt, un peu plus de mentions de ce qui se passait dans les franges septentrionale et orientale de l'Europe, jusque dans l'empire ottoman. Il y a là certainement un des points forts de cet ouvrage. Si les principales puissances atlantiques jouent bien le premier violon dans ce volume, les autres ne sont pas négligées pour autant, et Duchhardt documente justement le retour de l'Europe continentale et centrale sur le devant de la scène et le glissement du point d'équilibre intra-européen vers le centre et l'Est (les pays habsbourgeois, la Prusse, la Russie). L'empire ottoman en particulier est traité comme un partenaire ›objectif‹ à part entière du monde européen, et les mouvements indiquant une timide ›européanisation‹ ottomane sont dûment soulignés.

La culture, en revanche, joue un rôle assez réduit dans ce manuel. On retrouve dans la table chronologique le ›Leviathan‹ de Hobbes (1651), la reconnaissance de la Royal Society (1662) et la fondation de l'Académie des Sciences (1666), les ›Pensées‹ de Pascal (1669) et le ›Tractatus theologico-politicus‹ de Spinoza (1670), les ›Principia mathematica‹ de Newton (1687), le ›Two Treatises of Government‹ de Locke (1690) et le ›Dictionnaire‹ de Bayle (1695). Ces textes et fondations constituent les points de repère intellectuels obligés mais sans surprise de la période 1648–1700. On y ajoutera trois références dont la valeur européenne est plus discutable, sans qu'il faille pour autant en discuter l'importance dans l'Empire: les critiques de Pufendorf contre l'Empire (1667), les ›Pia desideria‹ de Spener (1675), et la fondation de l'université de Halle (1694). Somme toute, on notera le tour intellectuel qu'a pris cette liste de référence, et le surpoids relatif de l'Europe centrale. Mais l'on aurait tout aussi bien pu y trouver les chefs d'œuvre de l'Europe occidentale et méridionale, telle la construction du nouvel Hôtel de ville d'Amsterdam (1648–1655), considérée à l'époque comme la huitième merveille du monde, les *Ménines* de Velázquez (1656), la colonnade du Bernin devant St. Pierre de Rome (1655–1667), le château de Versailles (depuis 1661), le ›Don Juan‹ de Molière (1665), le ›Paradis perdu‹ de John Milton (1667) dont l'influence vaut bien celle du piétiste Spener, une des œuvres des peintres Rembrandt ou Vermeer, Champaigne ou Poussin, la cathédrale St. Paul de Londres (1675–1697), le ›Phèdre‹ de Racine (1677), ou la ›Lettre sur la tolérance‹ de Locke (1689), sans parler, toujours pour le XVII^e siècle, de musiciens comme Corelli, Carissimi, Lully, Carpentier, Buxtehude ou Purcell. Pour ce qui est du XVIII^e, on aurait aimé y trouver le rôle éminemment européenisant de la musique d'église, de cour et de chambre. De tous les grands compositeurs du XVIII^e, seul Mozart est nommé une fois, mais seulement pour sa critique sociale... (p. 267).

C'est donc une vision essentiellement politique, sociale et intellectuelle qui est présentée ici. L'économie apparaît presque partout comme la parente pauvre de ce manuel: elle suit le mouvement, sans vraiment jouir d'un pouvoir explicatif. Il en est finalement de même du domaine de la culture, des arts et de la religion, et de toutes ces internationales de l'esprit dont le pouvoir mobilisateur demeure plus suggéré que démontré. Par ailleurs, le paragraphe sur l'alphabétisation (p. 149–151) reste très axé sur l'Europe centrale et ne semble pas avoir utilisé l'excellente synthèse de R. A. Houston qui justement aurait permis d'en mesurer la profondeur et les différenciations européennes. En dépit de ses mérites certains, d'un effort globalement réussi de couverture pan-européenne, et d'une conceptualisation importante et sans relâche, il manque donc peut-être une seule dimension à cet ouvrage: le débat sur le paradigme de base, que l'auteur cite dans son introduction sans vraiment s'y soumettre.

Willem FRIJHOFF, Amsterdam